

*Prix de l'alimentation*

avons. Manquons-nous d'avocats, manquons-nous d'agriculteurs? Nous avons de tout.

Monsieur l'Orateur, ce qui manque, c'est le pouvoir d'achat. Pourquoi alors ne pas étudier cet aspect-là du problème? La base même d'un système économique qu'on peut refuser ou accepter, c'est servir les consommateurs canadiens.

Monsieur l'Orateur, les consommateurs doivent être protégés, et s'ils sont bien protégés, si leur pouvoir d'achat leur permet de l'être, on va sauver toutes les autres classes sociales. Il est clair que le consommateur encourage le producteur. Le producteur, c'est qui? C'est l'agriculteur, c'est l'ouvrier, c'est l'ensemble de la population. Par la consommation, on devrait financer toute la production et, à ce moment-là, nous n'aurions pas de problèmes comme ceux qui existent actuellement. On n'en arriverait pas à des solutions de midi à quatorze heures ou à des solutions folichonnes comme passer son temps à établir des commissions. L'établissement de commissions ne nourrit pas les pauvres de Montréal, de Toronto, de Vancouver ou de Rouyn-Noranda. Cela vide les poches «en étoile», par exemple. Cela est garanti!

Monsieur l'Orateur, la solution créditiste est plausible; quant au contrôle des prix, il est clair que nous allons le combattre de toutes nos forces, et n'importe quel contrôle, présenté par quelque parti que ce soit, ne recevra certainement pas l'appui des députés créditistes. Et je demande à mes collègues de faire de leurs pieds et de leurs mains pour empêcher des «contrôleurs» de prendre en main la vie même des consommateurs et du peuple canadien.

• (1720)

[Traduction]

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, jusqu'ici, le débat s'est avéré utile puisqu'il nous a montré les positions des partis à la Chambre et, du moins dans le cas des conservateurs, l'absence de prise de position dans l'opposition. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a laissé entendre que le mandat du comité sur les tendances des prix de l'alimentation comportait une lacune, alors qu'il lui permettait d'étudier essentiellement et surtout les prix de l'alimentation. Il a admis que le travail aurait dû se faire à une échelle beaucoup plus vaste. Je prétends que cette assertion ne tient aucun compte du fait que les prix de l'alimentation ont monté plus rapidement ces derniers mois que les autres éléments de l'indice des prix à la consommation. Le député de Saint-Jean-Est a aussi laissé entendre que l'existence même du comité a en quelque sorte déclenché une hausse rapide des prix, par anticipation de mesures de contrôle.

Je vous le déclare, monsieur l'Orateur, si les prix montent par anticipation de mesures de contrôle, il faut en blâmer carrément et exclusivement le parti conservateur. Les députés conservateurs sont ceux qui, tous les jours, à la Chambre et au comité, pressaient le gouvernement de dévoiler le détail de ses programmes d'urgence à l'égard des contrôles des prix et des salaires. Deuxièmement, c'est le parti conservateur lui-même qui a formellement déclaré que s'il dirigeait le gouvernement, il instituerait le gel des prix et des salaires, après quoi viendraient des mesures permanentes. Ses membres avaient prophétisé qu'à un moment donné, ce qui est fort improbable, ils formeraient un gouvernement conservateur. A n'en pas douter, s'il y a eu hausse des prix en anticipation de contrôles, c'était à l'idée de la réalisation de cette prédiction qui avait été faite uniquement par le parti conservateur.

[M. Caouette (Tér. iscamingue).]

Je veux montrer les contradictions et la division qui existent au sein du parti conservateur. Ses membres disent maintenant que s'ils avaient constitué le gouvernement, ils auraient institué un gel des prix, y compris le gel du prix de l'alimentation sauf à la sortie de la ferme. Mais, il y a quelques semaines, l'un de leurs principaux porte-parole, le député de Kent-Essex (M. Danforth) disait qu'ils introduiraient «certains contrôles de prix sur tous les articles sauf l'alimentation». Cela montre certainement qu'en tant que parti, ils ont une pensée mal définie, et qu'ils ne prennent pas nettement position sur ce qu'ils feraient dans le cas peu probable où ils constitueraient le gouvernement. Ce qu'ils ont dit à la Chambre, au comité et hors de la Chambre, démontre réellement, à mon avis, qu'ils n'ont aucune idée claire de ce qu'ils feraient en ce qui concerne l'augmentation des prix de l'alimentation et des prix en général.

Les députés de ce parti ont demandé un gel de 90 jours des prix et des salaires, mais ils ont nettement montré à la Chambre, aujourd'hui et auparavant, qu'ils n'avaient pas la moindre idée de ce qu'ils feraient à la fin de cette période. Ils disent bien qu'ils n'appliqueraient pas leur gel aux prix de sortie de la ferme. Je dis que si cette conception était un jour appliquée, l'agriculteur aurait sans doute une cruelle déception. Ils disent que le gel ne s'appliquerait pas à la sortie de la ferme, mais ne serait-ce pas, je le demande, un gel de fait si l'agriculteur ne pouvait pas vendre aux prix les plus élevés, s'il le désirait, puisque l'intermédiaire ne voudrait pas acheter à ce prix étant donné que l'augmentation ne pourrait pas être transmise, tout au long de la chaîne de l'alimentation, jusqu'au consommateur. Comment les conservateurs pourraient-ils mieux montrer leur manque de décision à cet égard? Je pense que l'attitude des conservateurs n'est rien de plus que fureur et bruit et qu'elle ne veut rien dire. Ils ne font qu'essayer, à grand cri et désespérément, d'obtenir des points politiques. La preuve est qu'ils reconnaissent que le rapport du Comité spécial des tendances des prix de l'alimentation est constructif, ils se disent d'accord avec la plus grande partie du rapport mais ils voteront contre. Je pense que le rapport du comité est digne de l'appui que le parti conservateur, en dépit des louanges de ses membres pour les recommandations, refuse de lui accorder.

En tant que ministre qui a proposé la motion à la Chambre, établissant le Comité spécial des tendances des prix de l'alimentation, je suis au courant des nombreuses délibérations, études et discussions qui ont été nécessaires pour élaborer le rapport dans le délai imposé par la Chambre. Je pense, comme la plupart des députés, que ce sera l'un des plus importants documents du Parlement actuel. Il y a plusieurs points à signaler concernant ce rapport. Tout d'abord, il se lit facilement. Il traite des préoccupations des Canadiens relatives aux prix élevés de l'alimentation dans un langage que tout le monde peut comprendre. Il ne se retranche pas derrière le jargon des experts. Quand le comité ne connaît pas la réponse, il le dit. Quand une nouvelle étude et analyse sont nécessaires, il propose qu'on les fasse.

Deuxièmement, le rapport est juste. Il doit avoir été tentant pour certains membres du comité de rechercher des solutions simplistes aux problèmes des prix élevés de l'alimentation. Je pense qu'il y a lieu de féliciter le comité d'avoir reconnu que les facteurs et les causes de l'accélération récente des prix de l'alimentation sont complexes et qu'on ne pouvait rechercher un bouc émissaire ou un groupe particulier comme en étant la cause unique.